

MAURITANIE

Possible conclusion d'un accord hier à Dakar sur la crise

Les discussions sur la situation en Mauritanie et les efforts menés pour trouver une issue à la crise politique née du coup d'Etat d'août 2008 ont repris hier à Dakar pour la cinquième journée consécutive au terme de laquelle le représentant du camp du général Mohamed Ould Abdelaziz pense qu'«il est toujours possible de conclure un accord».

Les travaux de cette journée, a-t-on constaté, ont été inaugurés par une réunion entre les représentants de la communauté internationale et le représentant du Sénégal, pays facilitateur du dialogue intermauritanien.

S'exprimant dans une déclaration à l'APS, le chef de la délégation du général Ould Abdelaziz, ex-chef de la junte démissionnaire et candidat aux élections du 6 juin, M. Sid-Ahmed Ould Raiss, a indiqué que «les travaux continuent. Nous sommes toujours optimistes et nous pensons qu'il est toujours possible de conclure un accord pour l'intérêt de la Mauritanie».

La crise politique prévaut dans ce pays depuis le coup d'Etat contre le président Sidi Ould Cheikh Abdellahi. L'opposition, principalement représentée par le Front pour la défense de la démocratie (FNDD) et le Rassemblement des forces démocratiques (RFD), exige

«le report du calendrier électoral unilatéral, ainsi que la libération des détenus politiques». M. Ould Raiss qui a insisté sur l'importance de «pacifier les rapports sociopolitique entre Mauritaniens», a ajouté qu'«aujourd'hui (lundi) nous pensons pouvoir effectivement aboutir à la signature

d'un document». Un premier projet d'accord cadre a été soumis par la communauté internationale aux trois grands pôles politiques mauritaniens.

Le projet prévoit notamment «une transition organisée de façon consensuelle».

Il les engage particulièrement à «gérer ensemble la transition en participant aux élections — pour ceux qui le désirent —, au gouvernement d'Union nationale et à la constitution de la Commission électorale nationale indépendante (CENI)». Selon des sources

proches des pourparlers, les divergences persistaient notamment autour d'une nouvelle date de l'élection présidentielle et sur la répartition des portefeuilles ministériels au sein du gouvernement d'union nationale transitoire.

Après avoir affirmé que les différentes parties de la crise ont «désormais des points d'accord bien établis», M. Ould Raiss a fait savoir que «sur l'ensemble des aspects discutés, il reste un ou deux points de divergence, mais qui ne sont pas plus compliqués que les autres.

Et là, ça nous rend très optimistes sur la suite des événements», a-t-il également dit, sans écarter, dans le même ordre d'idées, «la certitude de dépasser les divergences persistantes».

Le représentant du général Ould Abdelaziz a, en outre, indiqué que les délégués de la majorité et de l'opposition mauritaniennes présents aux pourparlers de Dakar continuent les concertations avec les représentants de la communauté internationale et le facilitateur, qui sont, a-t-il constaté, «très réceptifs aux argu-

ments des uns et des autres.» «Je pense qu'au bout du compte, nous trouverons un compromis grâce à leurs efforts (de la communauté internationale)», a ajouté M. Ould Raiss, se félicitant du fait que «des barrières, auparavant dressées entre les protagonistes de la crise, ont totalement sauté».

«Nous sommes des adversaires politiques qui ont des appréciations différentes sur la situation qui prévaut dans notre pays», a conclu le directeur de la campagne électorale du candidat Ould Abdelaziz.

ZIMBABWE

L'ONU revoit à la hausse les besoins humanitaires à 718 millions de dollars

L'ONU a revu hier de 30% à la hausse les besoins humanitaires du Zimbabwe jusqu'en mai 2010, estimant nécessiter de 718 millions de dollars pour nourrir six millions de personnes menacées de famine, contre 550 millions de dollars initialement prévus.

«Les besoins humanitaires du pays restent vertigineux», indique un rapport de l'ONU, selon lequel six millions de personnes, sur une population officielle de 12 millions, n'ont pas accès à l'eau potable ni aux installations sanitaires.

Quelque 600 000 familles auront besoin d'une aide dans le domaine agricole lors de la prochaine saison des plantations, estiment aussi les

Nations unies. En 2008, l'ONU avait évalué les besoins humanitaires du Zimbabwe à 550 millions de dollars (390 millions d'euros), un chiffre revu largement à la hausse en raison de la détérioration de la situation. Jusqu'à présent, 246 millions de dollars (174 millions d'euros) ont été versés. «Il est impératif que tous les partenaires, en particulier les donateurs, (...) fournissent une aide finan-

cière pour soutenir la mise en place des programmes», a déclaré à la presse le coordinateur des Nations unies au Zimbabwe, Augustino Zacarias. «A moins que les conditions ne changent, des maladies liées à l'eau pourraient survenir au début de la prochaine saison des pluies (de novembre à mai) et engendrer de nouveaux cas de choléra, ainsi des besoins humanitaires encore plus grands», a ajouté l'ONU.

Depuis août, près de 100 000 Zimbabwéens ont contracté le choléra et 4 000 en sont morts.

Le Zimbabwe est dirigé par un gouvernement d'union, formé en février par d'anciens partis rivaux. Le gouvernement a estimé avoir besoin de 8,5 milliards de dollars (6 milliards d'euros) pour ressusciter le système économique en ruine.

Jusqu'à présent, il n'a reçu qu'un peu plus d'un milliard de dollars (734 millions d'euros) de prêts des banques africaines pour soutenir le secteur privé. Les bailleurs de fonds internationaux conditionnent la reprise de leur aide à des réformes en profondeur.